



OBJECTIF DE GESTION L'objectif de la gestion est de délivrer une performance nette de frais de gestion supérieure à celle du taux moyen du marché monétaire (€STER capitalisé). Cependant , dans certaines circonstances exceptionnelles et conjoncturelles de marché telles que de très faibles (voire négatifs) niveaux de taux d'intérêt du marché monétaire, la valeur liquidative de la SICAV est susceptible de baisser ponctuellement et de remettre en cause le caractère positif de la performance de la SICAV.	REGLEMENT M.M.F. - FONDS MONETAIRES Un fonds monétaire n'est pas un investissement garanti. Un fonds monétaire ne s'appuie sur aucun soutien extérieur pour garantir sa liquidité ou pour stabiliser sa valeur liquidative. Un investissement dans un fonds monétaire diffère d'un investissement dans des dépôts (bancaires) : le capital investi peut en effet fluctuer (selon les fluctuations subies par l'actif du fonds) et il y a donc un risque de ne pas récupérer le montant de départ. Le risque de perte en capital est donc supporté par l'investisseur.
	INFORMATION M.M.F. Par dérogation, la SICAV envisage d'investir plus de 5 % et jusqu'à 100 % de ses actifs dans différents instruments du marché monétaire émis ou garantis individuellement ou conjointement par l'Union (états français allemand, autrichien, belge, hollandais, finlandais, irlandais, italien, espagnol ou portugais), les administrations nationales, régionales ou locales des États membres (Länder allemands notamment) ou leurs banques centrales (telles BDF, Bundesbank, Banque d'Italie ou d'Espagne), la Banque centrale européenne, la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen d'investissement, le mécanisme européen de stabilité, le Fonds européen de stabilité financière, une autorité centrale ou la banque centrale d'un pays tiers (USA et Japon), le Fonds monétaire international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque des règlements internationaux.

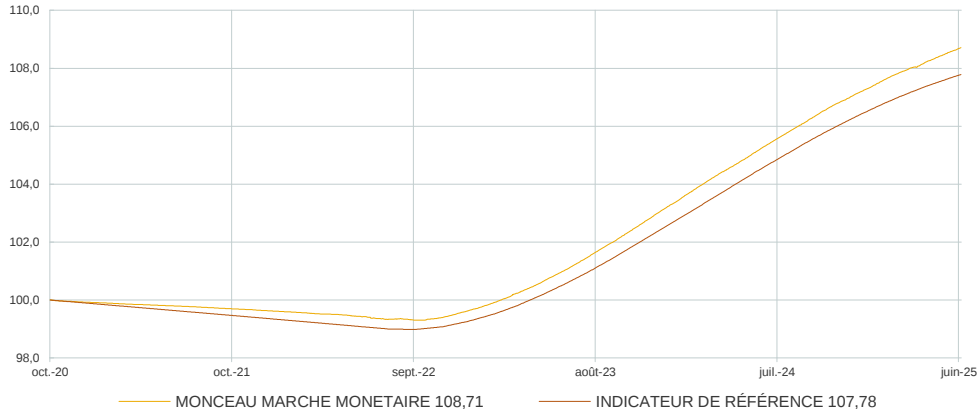
PERFORMANCES NETTES DE FRAIS DE GESTION

	1 mois	3 mois	YTD	1 an	3 ans	5 ans
PERFORMANCES CUMULÉES	01.06.2025	31.03.2025	01.01.2025	30.06.2024	30.06.2022	
MONCEAU MARCHÉ MONETAIRE	0,19%	0,63%	1,36%	3,21%	9,40%	-
INDICATEUR DE RÉFÉRENCE	0,16%	0,55%	1,23%	3,02%	8,83%	-
ÉCART DE PERFORMANCE	0,03%	0,08%	0,13%	0,19%	0,57%	-

	1 mois	3 mois	YTD	1 an	3 ans	5 ans
PERFORMANCES ANNUALISÉES	01.06.2025	31.03.2025	01.01.2025	30.06.2024	30.06.2022	
MONCEAU MARCHÉ MONETAIRE	2,42%	2,51%	2,70%	3,21%	3,04%	-
INDICATEUR DE RÉFÉRENCE	2,01%	2,19%	2,44%	3,02%	2,86%	-
ÉCART DE PERFORMANCE	0,40%	0,32%	0,26%	0,19%	0,18%	-

EVOLUTION DES PERFORMANCES

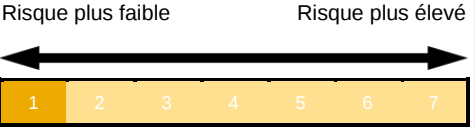
(BASE 100 AU 30.10.2020)



DONNÉES AU 30.06.2025

VALEUR LIQUIDATIVE :
1 087,10 €
ACTIF NET GLOBAL :
848 404 507,48 €
NOMBRE DE PARTS :
780 428,954

PROFIL DE RISQUE



ATTENTION

Les performances passées sont basées sur des chiffres ayant trait aux années écoulées et ne sauraient présager des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

DONNÉES HISTORIQUES

	30.12.2024	29.12.2023	30.12.2022	31.12.2021	31.12.2020
VALEUR LIQUIDATIVE	1 072,40 €	1 032,22 €	996,80 €	996,11 €	999,27 €
ACTIF NET	793,03 M€	737,77 M€	644,97 M€	598,24 M€	329,91 M€

	2024	2023	2022	2021
MONCEAU MARCHÉ MONETAIRE	3,88%	3,57%	0,08%	-0,32%
INDICATEUR DE RÉFÉRENCE	3,77%	3,31%	-0,01%	-0,57%



INDICATEURS ANNUALISÉS (pas de calcul hebdomadaire)

	1 an	3 ans	5 ans
VOLATILITÉ DU FONDS	0,10%	0,18%	-
VOLATILITÉ DE L'INDICE	0,08%	0,17%	-
TRACKING ERROR	0,07%	0,06%	-

10 PRINCIPALES POSITIONS DU PORTEFEUILLE AU 30.06.2025

CODE ISIN	NOM	POIDS (%)	MATURITÉ	NOTE CT/LT	TYPE D'ACTIF	PAYS
FR0013060209	RTEFRA 1.625% 11-25	1,95	27/08/2025	A-1 / A	Obligations à taux fixe	FR
XS2743547809	PRPLEP TR 10-25	1,69	17/10/2025	A+	Obligations à taux variable	LU
FR0129175156	SAVENCIA SA 07-07-25	1,66	07/07/2025	ST2	Commercial Paper	FR
XS2085608326	FIS 0.625% 12-25	1,45	03/10/2025	A-2 / BBB	Obligations à taux fixe	US
FR0128730159	CIC PARIS 23-07-25	1,43	23/07/2025	A-1 / A+	CDN Taux variable	FR
XS0811555183	HEIANA 2.875% 08-25	1,41	04/08/2025	A-2 / BBB+	Obligations à taux fixe	NL
FR001400L248	HOFP 4.000% 10-25	1,40	18/09/2025	A-2 / A	Obligations à taux fixe	FR
FR0129103737	RENAULT SA 15-07-25	1,38	15/07/2025	B / BB+	Commercial Paper	FR
FR0129258796	ARCELOR MIT 27-08-25	1,38	27/08/2025	A-3 / BBB-	Commercial Paper	LU
XS3019213654	BAC TR 03-27	1,35	10/03/2026	A-2 / A-	Obligations à taux révisable	US

POLITIQUE DE GESTION

Commentaire juin 2025

Lors de sa réunion du 5 juin, la BCE a baissé à nouveau ses taux directeurs de 25bps: taux de facilité de dépôt abaissé de 2.25% à 2%, taux «refi» de 2.40% à 2.15% et taux de facilité de prêt marginal de 2.65% à 2.40%. Ainsi après dix hausses consécutives de ses taux directeurs entre juillet 2022 et octobre 2023 dont le cumul avait atteint 450bps, soit la plus forte progression des taux directeurs depuis la création de l'euro en 1999 en un laps de temps aussi court et après cinq statu-quo consécutifs, la BCE, vient de procéder à sa 8ème baisse en un an portant le total de celles-ci à 200bps. Il convient de rappeler que la baisse de septembre s'était accompagnée d'une «restructuration» des taux directeurs entre eux par réduction de l'écart entre chacun. Ainsi, alors que le taux de facilité de dépôt avait été réduit de 25bps, le taux de refinancement («taux refi») et le taux de facilité de prêt marginal avaient eux alors été réduits de 60bps. Par le resserrement de l'écart entre ses taux directeurs, le but de la BCE était de réduire la volatilité des taux sur les marchés interbancaires. Désormais il n'y a donc plus que 40bps d'écart entre le plus bas et le plus haut de ces trois taux.

En ce qui concerne les divers plans d'achats d'actifs dans le marché, la situation n'évolue pas, la BCE continuant de réduire la taille de son bilan. Pour le portefeuille du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (Pandemic Emergency Purchase Programme, PEPP), si le réinvestissement intégral des remboursements en principal des titres arrivant à échéance était encore de vigueur tout au long du 1er semestre 2024, ce portefeuille était réduit de 7,5Mds€ par mois en moyenne au 2ème semestre 2024 et depuis le début de l'année, ces réinvestissements ont cessé. Enfin on signalera que les derniers encours de TLTRO III («Targeted Long Term Refinancing Operation») sont arrivés à échéance en décembre dernier. Il convient tout d'abord de souligner que le contexte actuel est très mouvant dans de nombreux domaines. En matière d'inflation, la vigilance était de mise dans un premier temps compte tenu des tensions sur le commerce mondial générées par les menaces de D. Trump de fixer des droits de douane tous azimuts à de très hauts niveaux qui ont déjà eu pour résultantes des hausses de prix sur le marché des matières premières par constitution de stocks de précaution en anticipation de ces mesures. Enfin la situation géo-politique demeure complexe avec, d'une part, des extensions en cours des hostilités au Proche-Orient dont les plus récentes ont abouti aux frappes sur les installations nucléaires iraniennes et, d'autre part, une attitude américaine ambiguë vis-à-vis de l'Ukraine mettant les européens dans l'obligation de s'endetter massivement pour financer l'effort de guerre nécessaire à assurer leur propre défense avec pour conséquence une sensible remontée des taux long-terme. Ainsi, entre financement des dépenses militaires, situation géo-politique et guerre commerciale, le pilotage de l'inflation par la BCE pourrait devenir complexe. Dans ce cadre, un précédent communiqué du Conseil des Gouverneurs de la BCE exprimait qu'il suivra une approche dépendante des données et propre à chaque réunion pour déterminer l'orientation appropriée de la politique monétaire». Cette attitude «data dependant» a été à nouveau confirmée par l'Institution lors de sa dernière réunion.

Dans un premier temps la BCE a semblé surtout avoir acté le fait que les premières conséquences des tensions commerciales mondiales générées par la menace américaine d'instauration de droits de douane généralisés était une incertitude se traduisant par un ralentissement économique global qui allait encore plus affecter une économie européenne déjà en difficulté ainsi qu'une atténuation des pressions inflationnistes à raison d'exportations chinoises non marché redirigées vers l'Europe et d'un renforcement de l'euro (où plutôt une baisse du dollar) faisant baisser le prix des importations notamment des produits énergétiques. Cependant, suite au récent revirement de D. Trump sur les droits de douane vis-à-vis de l'Europe, l'UE a également récemment suspendu les droits de douane en rétorsion sur les produits américains qui auraient pu entraîner une hausse du coût des produits importés des États-Unis. Les derniers chiffres de l'inflation en zone euro sont cependant équivoques. Si l'inflation en zone euro est revenue sur sa cible en mai après plus de trois années de dépassement, il y a paradoxalement un motif d'inquiétude du fait qu'elle menace de passer durablement dessous. Ce sont là les conséquences de la guerre commerciale du Président Trump: un euro plus fort (ou dollar plus faible), une croissance mondiale ralentie, des exportations chinoises redirigées vers les marchés européens et une incertitude pesant sur l'activité de la zone euro. Dans ce contexte, la BCE, par sa dernière baisse des taux, a clairement opté pour soutenir la croissance de la zone euro et le niveau actuel du taux de dépôt à 2 % n'est plus considéré comme pénalisant pour l'économie par l'Institution.

En ce qui concerne la croissance économique de la zone euro, on rappellera que, si en 2020 le PIB avait chuté de -6.4% à raison du «covid», il avait rebondi à +5.2% en 2021 en sortie de confinement. Puis en 2022, la croissance de la zone euro s'est affichée à +1.8% en dépit des effets récessifs du conflit russo-ukrainien. En revanche la croissance a franchement déceléré en 2023 à +0.5%. Et en 2024, le PIB de la zone euro s'est établi à +0.9%. Contre toute attente le PIB du Q1 2025 s'est affiché à +0.4% en rythme trimestriel et à +1.2% en glissement annuel. Si les risques de récession semblent pour l'instant avoir été repoussés, le niveau de l'activité demeure faible et cette faiblesse pourrait s'accroître. L'effort de re-militarisation sera-t-il suffisant pour éviter une récession? Or l'indice PMI HCOB (ex Markit) composite zone euro, combinant services et activité manufacturière, s'affiche en juin inchangé à 50.2 comme en mai révisé (initialement estimé à 49.5) et demeure donc juste au-dessus du seuil des 50 marquant la limite entre croissance et récession. L'indice PMI du secteur des services rebondit légèrement en juin à 50 contre 49.7 en mai révisé (initialement estimé à 48.9) retrouvant les 50. En revanche l'indice PMI du secteur industriel demeure inchangé en juin à 49.4 comme en mai et demeure donc sous les 50 pour le 36ème mois consécutif! La croissance de la zone euro continue donc de se montrer extrêmement faible dans l'ensemble de ses composantes. Pour ce qui concerne l'inflation globale de la zone euro, rappelons qu'elle avait atteint son pic en octobre 2022 en rythme annuel à +10.6% (niveau le plus élevé enregistré par l'office européen des statistiques depuis le début de la publication de l'indicateur en janvier 1997) avant de se replier régulièrement par la suite. Après avoir touché son plus bas niveau depuis trois ans et demi grâce au recul des tarifs de l'énergie à +1.7% en septembre, l'inflation globale en zone euro a rebondi mois après mois jusqu'à celle de janvier ayant atteint +2.5%. En revanche depuis elle se stabilise autour des 2%. Ainsi celle du mois de juin s'affiche à +2% contre +1.9% en mai. De même pour l'inflation sous-jacente (hors énergie, produits alimentaires, boissons alcoolisées et tabac), indicateur de référence des banquiers centraux, qui demeure en juin à +2.3% comme en mai contre +2.7% en avril qui reste donc à son plus bas niveau depuis 41 mois.

En ce qui concerne le taux de chômage de la zone euro, il recule à +6.1% en avril contre à +6.2% en mars, et se situe donc à un nouveau plus bas niveau depuis que l'office européen des statistiques a commencé à compiler cette série en avril 1998 pour les pays ayant adopté la monnaie unique et demeure toujours très nettement en-dessous de son niveau pré-pandémique de 7.4% en février 2020. On ne peut que constater que le niveau extrêmement faible de la croissance actuelle de la zone euro n'a toujours pas de réelle traduction dans les chiffres du chômage. Mais les nombreuses fermetures de sites de production récemment annoncées tant en France qu'en Allemagne, la hausse des défaillances d'entreprises et le ralentissement des investissements dues aux incertitudes commerciales, politiques et géo-politiques pourraient en revanche commencer à peser sur l'évolution de l'emploi dans les prochains mois.

Dans ce contexte, en juin, la moyenne mensuelle de l'Esther s'est affichée à +2.007% (+2.169% en mai), celle du swap 1 an OIS à +1.762% (+1.758% en mai) et celle de l'Euribor 3 mois à +1.984% (+2.087% en mai).

Pour ce qui est des rendements obligataires de la zone euro, ils auront été en hausse quasi-continue de début 2021 jusqu'au début octobre 2023 où ils ont atteint leur plus haut en réaction à la forte hausse de l'inflation et aux resserrements monétaires des principales banques centrales. Mais fin 2023, ils ont enregistré une baisse spectaculaire dans le sillage des excès d'anticipations de baisses des taux directeurs tant aux USA qu'en zone euro. Début 2024, la correction de ces anticipations excessives de baisse des taux directeurs ont été à l'oeuvre de telle sorte que les rendements obligataires ont été orientés à la hausse tout au long du 1er semestre. Le second semestre 2024 a été quant à lui caractérisé par un égal mouvement de baisse mais aux évolutions très erratiques. Après une détente continue de juillet à septembre grâce au repli concomitant de l'inflation de part et d'autre de l'Atlantique, les taux obligataires de la zone euro ont alterné hausses et baisses d'octobre à février. Ces mouvements erratiques ont été essentiellement la conséquence de variations d'anticipations concernant les niveaux de croissance et d'inflation aux Etats-Unis. Mais en mars, la hausse des taux de rendement des obligations américaines consécutives aux annonces par D. Trump de hausses sans précédent des tarifs douaniers et les colossaux besoins de financement pour l'effort de réarmement européen ont conduit à une très vive remontée des taux de la zone euro. En avril, ces taux ont largement reflé dans le sillage d'anticipations de ralentissement économique global et en mai la tendance n'a pas été nette. En revanche le taux du Bund 10 ans monte sensiblement s'affichant fin juin à +2.60% contre +2.50% fin mai (plus bas historique à -0.86% début mars 2020 et plus haut à +2.97% début octobre 2023). De même le taux du BONOS espagnol 10 ans s'affiche en progression fin juin à +3.24% contre +3.09% fin mai (plus bas historique à -0.02% mi-décembre 2020 et plus haut à +4.06% début octobre 2023) alors que celui du BTP italien 10 ans baisse très légèrement à 3.47% fin juin contre +3.48% fin mai (plus bas historique à +0.52% mi-décembre 2020 et plus haut à +4.98% mi-octobre 2023). Il en a été de même pour l'OAT 10 ans française qui termine le mois de juin à 3.28% contre +3.16% fin mai. Ainsi le spread OAT/Bund est-il passé de +66bps fin mai à +68bps fin juin (ce spread était tout début 2024 à 53bps).

En ce qui concerne les spreads de crédit court-terme des émetteurs bancaires, après s'être considérablement accrus en avril et mai 2020 suite à la crise sanitaire, ils n'ont cessé de se réduire au cours des mois qui ont suivi jusqu'à repasser en territoires négatifs et atteindre des niveaux bien inférieurs à ceux d'avant crise! Mais le revirement de politique monétaire de la BCE ainsi que le conflit russo-ukrainien ont refait partir ces spreads très sensiblement à la hausse dès début 2022. La moyenne mensuelle des spreads à l'émission contre Ester des certificats de dépôt à 3 mois des principales banques françaises est restée quasiment stable à haut niveau passant de +13.9 en mai à +13.8 en juin (plus haut à +25.6bps en mai 2020 et plus bas à -5.6bps en décembre 2021) et demeure donc sur des niveaux historiquement élevés. Ainsi la normalisation en cours de la politique monétaire de la BCE (dont le remboursement intégral des opérations TLTRO III a eu lieu fin 2024) ont fait retrouver aux banques une réelle appétence à lever des ressources sur le court terme.

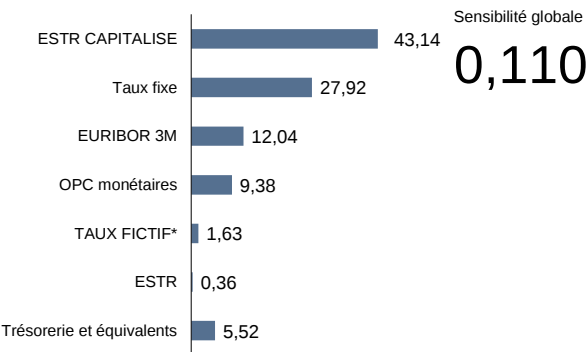
Enfin, concernant le marché du crédit, l'indice ITRAXX Europe 5 ans Corporate IG «générique», représentatif de la moyenne des spreads de crédit à 5 ans de 125 émetteurs corporates européens «investment grade», a continué de se replier après son plus haut de +85bps enregistré début avril juste après les annonces d'instauration de droits de douane généralisés de D. Trump lors du «libération day». Ainsi l'indice est-il passé de +58bps fin mai à +55bps fin juin suite au revirement du président américain annonçant un moratoire sur l'instauration des droits de douane pour laisser le temps à des négociations commerciales. Ce revirement a semble-t-il éloigné les craintes de très fort ralentissement économique mondial qu'avait suscité les annonces initiales qui avaient entraîné une profonde chute des marchés boursiers mondiaux et de fortes tensions sur le marché du crédit.

Monceau Marché Monétaire

La performance du fonds s'établit à +0.19% sur le mois alors que l'indicateur de référence délivre +0.16%. La WAM et la WAL ressortent respectivement à 48 et 168 jours en fin de mois. Au vu du contexte actuel, la WAM a légèrement été diminuée. Les obligations longues, ne bénéficiant plus d'un spread intéressant par rapport au neu cp, ont été vendues. Les spreads restent relativement attractifs et présentent une prime de terme intéressante.

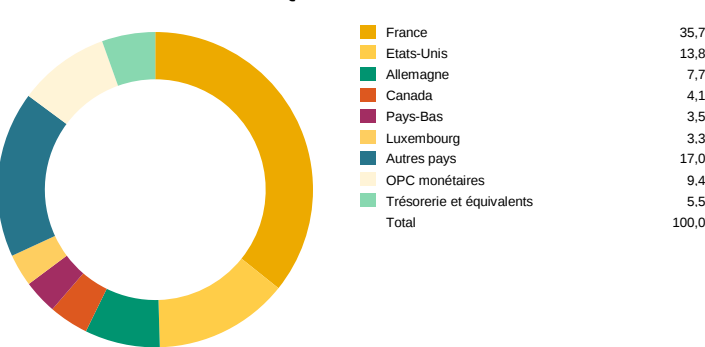
RÉPARTITION DE LA COMPOSITION DE LA SICAV (EN %)

RÉPARTITION PAR TYPE DE TAUX



* TAUX FICTIF : titres en fixed to float traduits en taux fictif car ils englobent une période de taux fixe puis une période de taux variable.

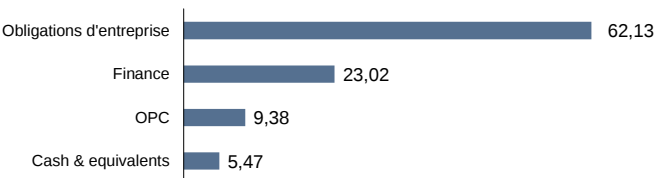
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



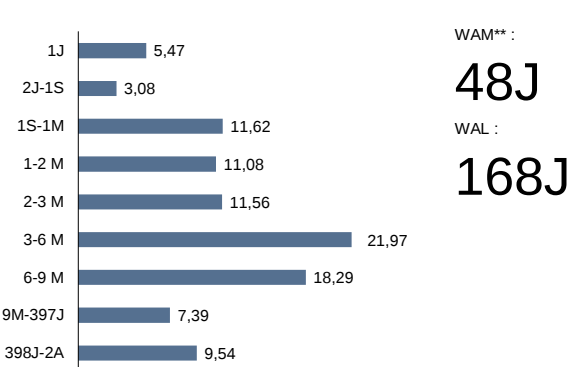
PRINCIPAUX ÉMETTEURS

OSTRUM SRI MONEY PLUS.ICEUR (OPC)	4,73
OSTRUM SRI MONEY 6M I (C) EUR (OPC)	4,66
SAVENCIA SA (OBLIGATIONS D'ENTREPRISE)	2,42
ELECTRICITE DE FRANCE (OBLIGATIONS D'ENTREPRISE)	2,24
RENAULT SA (OBLIGATIONS D'ENTREPRISE)	2,06
Nombre total d'émetteurs	120

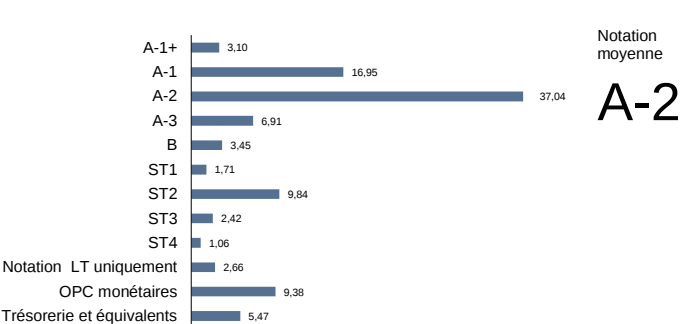
CATÉGORIE DES ÉMETTEURS



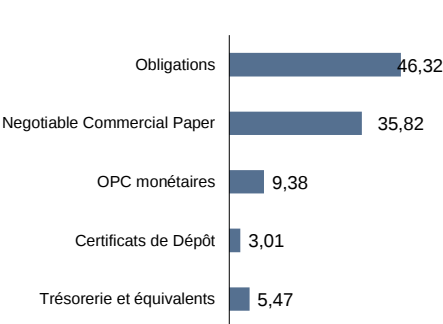
RÉPARTITION PAR MATURITÉ



RÉPARTITION PAR NOTATION INTERNE



RÉPARTITION PAR TYPE D'INSTRUMENT



Les notations ST1, ST2 et ST3 correspondent aux notes attribuées par les analystes Crédit de la société de gestion, pour les lignes ne disposant d'aucune notation des agences de notation externes.

Dans la nomenclature S&P's, l'équivalence serait : ST1 équivaut à A-1+/A-1, ST2 équivaut à A-2 et ST3 équivaut à A-3.

CARACTÉRISTIQUES DE LA SICAV

FORME JURIDIQUE :	SICAV
CODE LEI :	213800ZEU7H11AHZT470
CODE ISIN :	FR0013532082
DATE DE CRÉATION :	30/10/2020 V.L. 10 00 EUR
SOCIÉTÉ DE GESTION :	Monceau Asset Management
DÉLÉGATAIRE FINANCIER :	Ostrum Asset Management
DÉPOSITAIRE :	CACEIS BANK
COMMISSAIRE AUX COMPTES :	PWC AUDIT
COMMERCIALISATEUR :	Monceau Asset Management
QUESTION SUR LE PROSPECTUS :	contact@monceau-am.com

DESCRIPTION DE LA SICAV

CLASSIFICATION AMF :	Monétaires à valeur liquidative variable standard
INDICATEUR DE RÉFÉRENCE :	ESTR CAPITALISE
DURÉE RECOMMANDÉE :	3 mois
DEVISE DE COMPTABILITÉ :	EUR
PÉRIODE DE VALORISATION :	Quotidienne
CONDITIONS DE SOUS/RACHAT :	Centralisation chaque jour avant 11h. Exécution sur la dernière VL connue.
COMMISSION DE SOUSCRIPTION :	4,00%
COMMISSION DE RACHAT :	0,00%
CLÔTURE DE L'EXERCICE :	Dernier jour de bourse de septembre.
TAUX DE FRAIS DE GESTION :	0,20%

** WAM : Weighted Average Maturity (Maturité moyenne pondérée) en jours

WAL : Weighted Average Life (Durée de vie moyenne pondérée) en jours

MENTIONS LÉGALES

Ce document est produit à titre d'information uniquement et ne doit pas être considéré comme une offre de vente ou de souscription. Il ne constitue pas la base d'un contrat ou d'un engagement de quelque nature que ce soit. Avant de souscrire à ce produit, vous devez vous procurer et lire attentivement la notice d'information, agréée par l'AMF, disponible auprès de la société de gestion et des entités qui commercialisent les fonds. La société de gestion décline toute responsabilité en cas de pertes directes ou indirectes, causées par l'utilisation des informations fournies dans ce document. Compte tenu des risques d'ordre économique et boursier, il ne peut être donné aucune assurance que ce produit atteindra son objectif. La valeur des actions/parts du FIA peut aussi bien diminuer qu'augmenter. Les chiffres cités ont trait aux années écoulées et les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.